



KOLUMNE der DFG

Le 3 Juin 2023

Allemagne – France: De l'inimitié à l'amitié

Les relations franco-allemandes actuelles remontent au processus de réconciliation que les deux parties ont lancé après la 2ème guerre mondiale, qui a connu son premier point culminant avec le traité de l'Elysée de 1963. Avant cela, il y a eu des périodes d'hostilité plus ou moins ouverte, mais aussi une inimitié héréditaire supposée insurmontable entre les Allemands et les Français. Au début du 19ème siècle, Napoléon a rendu dépendantes de nombreuses principautés allemandes, dans de nombreux cas même vassales. Bien que bon nombre de ces États aient bénéficié des réformes napoléoniennes, sa guerre impérialiste en Europe a également conduit au développement progressif de quelque chose comme la conscience nationale allemande. Les soi-disant guerres de libération ont ensuite contribué à la fin du règne de Napoléon sur une grande partie de l'Europe.

La révolution de juillet 1830 et la révolution de février 1848 ont également renforcé le climat intellectuel libéral dans les États allemands, mais ont en même temps provoqué des réactions sévères de la part des régimes au pouvoir. Sous Louis-Napoléon, d'abord comme président puis comme empereur autoproclamé, les relations entre la France et la Prusse se détériorèrent, principalement en raison de l'unification imminente de l'empire du côté allemand ; un conflit personnel finalement insignifiant sur la succession espagnole au trône a conduit à une guerre déclarée par la France contre la Prusse, qui s'est terminée par la défaite de la France en 1871. Au traité de Francfort, elle doit céder l'Alsace-Lorraine au nouvel empire. Ceci et la proclamation inutile du nouvel empereur allemand dans la galerie des Glaces du château de Versailles, ont été perçus en France

comme une humiliation qui allait mettre une pression durable sur les relations dans les décennies suivantes.

Alors que la vengeance était envisagée en France, Bismarck isola la France par une politique d'alliance audacieuse afin d'éviter une autre guerre. La politique étrangère erratique de Guillaume II a conduit à deux blocs qui se sont finalement affrontés : une Triple Alliance dirigée par l'Allemagne et une Triple Entente de la France, de la Grande-Bretagne et de la Russie. Finalement, en 1914, la France et l'Empire allemand sont à nouveau en guerre, cette fois avec la France du côté des vainqueurs. Et dans les négociations entre les puissances victorieuses sur le traité de Versailles – dans lequel le Reich allemand n'était pas impliqué – la France a insisté sur les conditions les plus dures possibles afin d'affaiblir l'ennemi de l'autre côté du Rhin à long terme. Du côté allemand, les conditions difficiles étaient désormais perçues comme une honte. Ce n'est qu'en 1925 que le ministre des Affaires étrangères Stresemann et son collègue français Briand ont pu parvenir à une certaine détente avec les traités de Locarno, de sorte que les relations se sont améliorées dans les domaines politique, intellectuel et culturel.

Avec la prise du pouvoir par les nazis en 1933 et leur politique étrangère agressive, elles se détériorèrent à nouveau. Bien que la France ait soutenu l'accord de Munich, elle a déclaré la guerre à l'Allemagne nazie après l'invasion de la Pologne en septembre 1939, guerre que la France a perdue de manière inattendue rapidement. Le nord de la France est occupé, le régime collaborationniste de Vichy s'établit dans le sud, tandis que le général de Gaulle appelle à la résistance contre les nazis et établit un gouvernement en exil. Après la capitulation de l'Allemagne en 1945, la France est finalement du côté des vainqueurs et devient la quatrième puissance

occupante dont le siège est à Baden-Baden. La réconciliation était plus éloignée que jamais. La France semblait apparemment déterminée à maintenir l'Allemagne faible. Cependant, des étudiants, des scientifiques et des politiciens culturels des deux pays, tels qu'Alfred Grosser, Joseph Rovin et Carlo Schmid, ont tenté de les rapprocher. Le conflit Est-Ouest naissant a fait le reste pour convaincre les gouvernements de la IV^e République française et de la République fédérale d'Allemagne qu'ils avaient besoin l'un de l'autre et devaient donc se tendre la main. Alors que la tentative d'intégration de la République fédérale d'Allemagne dans une Communauté européenne de défense (CED) dominée par la France a échoué politiquement et militairement en raison du vote de l'Assemblée nationale française en 1954, les efforts de coopération économique ont été plus fructueux. La déclaration d'Europe de Jean Monnet et Robert Schuman a commencé et préparé la Communauté économique européenne CEE avec la Communauté européenne du charbon et de l'acier, également rédigée en 1950, dont la République fédérale d'Allemagne a été un membre fondateur en 1957. Le chancelier Adenauer a soutenu cela, même si la politique allemande était plus ouverte au « partenaire » transatlantique beaucoup plus grand et plus influent des États-Unis que la plupart des politiciens français, notamment de Gaulle, qui est devenu le premier président de la Ve République à la fin des années 50.

Les relations franco-allemandes s'améliorent régulièrement au cours des années des gouvernements d'Adenauer et de Gaulle. Diverses rencontres entre les deux, dont une célèbre à Baden-Baden en 1962 et le discours charismatique de de Gaulle aux jeunes Allemands à Ludwigsburg – en allemand, remarquez bien – ont été les premiers temps forts et ont finalement conduit à la conclusion du traité de l'Élysée le 22 janvier 1963, qui oblige les deux pays à coordonner leurs politiques étrangère, européenne et de sécurité, entre autres. Selon Matthias Krupa dans *Die Zeit*, « un mythe politique a été fondé : l'histoire de deux voisins hostiles qui se sont réconciliés, ont depuis entretenu une relation unique et façonné l'unification politique de l'Europe. Le moteur franco-allemand, l'essieu, le couple. »

Mais dès que le traité a été ratifié par le Bundestag allemand, le moteur a commencé à bégayer. La politique de réconciliation et d'amitié d'Adenauer subit un revers parce qu'il y avait de nombreux partisans pro-atlantiques d'un partenariat intensif avec les États-Unis dans son propre parti. Le résultat a été une résolution du Bundestag qui a précédé le traité d'un préambule qui soulignait l'engagement envers les États-Unis en tant que contrepoids. Cela n'a pas été très bien reçu en France non plus, mais en fin de compte, cela n'a pas empêché l'une ou l'autre des parties de mettre en œuvre de manière cohérente le traité en termes d'esprit et de lettre: Jusqu'à ce jour, 2500 accords de jumelage de villes ont été conclus, l'Office franco-allemand pour la jeunesse a permis à d'innombrables jeunes des deux côtés de s'engager dans un échange animé, la coopération culturelle et l'influence mutuelle ont été durablement renforcées et les préjugés séculaires ont largement disparu.

Adenauer et de Gaulle étaient les premiers d'une série de « couples » franco-allemands. Leurs successeurs, cependant, étaient plus réservés. Le chancelier Erhard, (au mandat très court), plus transatlantique, n'entretenait pas de relations intensives ni même cordiales avec le président français. Il en va de même pour Willy Brandt, qui a entretenu des relations correctes, mais pas particulièrement intensives, avec le successeur de de Gaulle, Georges Pompidou. Son successeur, Helmut Schmidt, a trouvé un partenaire de génie en la personne du successeur de Pompidou, Valéry Giscard d'Estaing, avec qui il a travaillé de manière productive. Ensemble, ils ont lancé le système monétaire européen – le précurseur de l'euro – et organisé des élections directes au Parlement européen.

Leurs successeurs immédiats, bien qu'issus de camps politiques opposés, le socialiste François Mitterrand et le conservateur Helmut Kohl, formaient sans doute le plus proche des couples franco-allemands. L'image de leur tenue main dans la main, pendant la célébration de l'hommage aux morts de Verdun en 1984, est l'une des icônes des relations franco-allemandes, similaire à la visite conjointe d'Adenauer et de de Gaulle à la cathédrale de Reims en 1963. Outre l'intensification significative de la coopération dans les domaines de la sécurité et de la défense ainsi que dans celui de la politique économique et

financière, ils ont surtout œuvré pour une intégration européenne sans cesse améliorée et ont jeté les bases essentielles de la conclusion du traité de Maastricht en 1993, qui a créé l'Union européenne. Entre 1998 et 2005, Jacques Chirac et Gerhard Schröder ont intensifié les rencontres régulières à tous les niveaux des deux gouvernements et ont mis en pratique l'introduction de l'euro comme moyen de paiement général.

Le successeur de Chirac, Nicolas Sarkozy, et la chancelière Merkel se sont également bien harmonisés pendant un certain temps, bien qu'ils aient été assez différents malgré leurs origines conservatrices. Ils se sont étroitement coordonnés, en particulier pendant la crise de l'euro, et ont dominé les délibérations et les décisions de l'UE en tant que duo de premier plan, pas toujours pour le plein plaisir des autres États de l'UE. Au fil des ans, cependant, la dissidence latente s'est intensifiée. Une relation vraiment étroite ne s'est pas non plus développée avec les deux autres présidents français avec lesquels Merkel a eu des relations au cours de son long mandat. Dans le cas de Macron, au début de son mandat, on pourrait bien avoir l'impression qu'il voulait serrer les rangs avec elle. En effet, en 2019, tous deux ont signé le traité d'Aix-la-Chapelle, qui complète celui de 1963 et prévoit des mesures de coopération transfrontalière, une assemblée parlementaire franco-allemande et un fonds citoyen pour financer la coopération transfrontalière entre la société civile. Mais lorsque Macron a appelé à des initiatives pour réformer et renforcer l'UE dans son célèbre discours sur l'Europe à la Sorbonne, Merkel a réagi prudemment. Bien que son successeur Scholz ait repris des aspects que Macron avait abordés dans son discours aux étudiants de l'Université de Prague, il ne s'est pas vraiment adressé à lui. Une certaine discorde, bien que toujours niée avec véhémence par les deux parties, est apparue dans les relations bilatérales, qu'il s'agisse d'achats de gaz, de projets d'armement, de défense de l'industrie nationale ou de politique spatiale – il y avait de moins en moins d'entente. Dans son dernier discours devant le Parlement européen le 9 mai 2023, il a également plaidé en faveur de réformes de l'UE, tout en précisant qu'il ne croyait pas en l'Europe en tant que superpuissance. Il faut espérer que ce désaccord sur l'autonomie stratégique de Macron sur l'Europe se dissoudra dans une stratégie commune dans les

semaines à venir lors des nombreuses réunions bilatérales et multilatérales prévues – y compris la première visite d'État d'un président français en Allemagne en 23 ans.

Donc, si vous regardez les 60 ans de couples franco-allemands, alors évidemment tout n'a pas toujours été rose, il y avait aussi des dissensions et des querelles lors des « mariages » des grands couples. Le rejet catégorique par de Gaulle de l'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE en fait tout autant partie que la résistance initiale de Mitterrand à l'unification des deux États allemands après la chute du mur de Berlin ou les divergences d'opinion actuelles sur les questions européennes.

Néanmoins, 60 ans après le traité de l'Élysée, nous pouvons établir un bilan globalement positif, tant en termes de relations entre les peuples des deux côtés du Rhin, qu'en termes de relations politiques. Sans eux, il n'y aurait ni Schengen ni euro dans l'UE. Même si Corona et la guerre en Ukraine ont rendu plus visibles les sensibilités différentes dans les deux États, il n'y a pas de véritable alternative à l'UE et certainement pas à un rôle actif pour les deux plus grands États membres. Peut-être était-il trop optimiste pour parler d'un moteur commun ; il s'agit probablement plus de synchroniser les deux moteurs pour qu'ils tirent dans la même direction. Toutefois, si nous voulons que l'Europe joue un rôle approprié dans le monde face aux défis mondiaux qui nous attendent, une coopération étroite entre nos deux pays reste indispensable.

Ce texte est la version légèrement abrégée d'une conférence donnée à l'occasion du vernissage d'une exposition d'œuvres du peintre allemand Werner Reinisch, qui vit en France, au Old Steam Room de Baden-Baden. Il a également servi de base à une courte conférence à la DFG Stammtisch le 2 juin 2023

Traduit par Claire Goldammer

Dr. Rainald Steck

Vizepräsident

